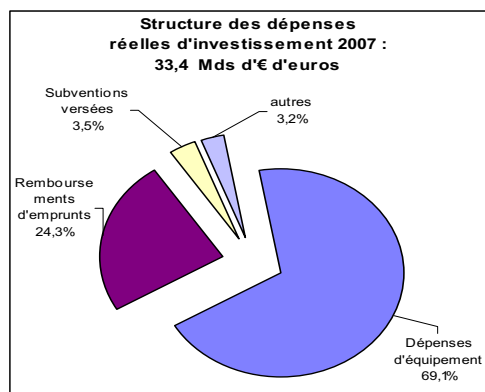


# Analyse de l'investissement

## Le dynamisme des emplois d'investissement est maintenu en 2007 (+7,8%).

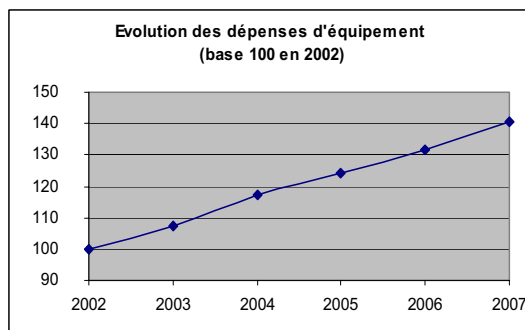
Les dépenses totales d'investissement des communes s'élèvent en 2007 à 33,4 milliards d'euros. Elles sont en hausse de 7,8% par rapport à 2006.



## Les dépenses d'équipement restent très dynamiques (+10,1%) en 2007.

Les communes constituent le premier investisseur du secteur public local. Leurs dépenses d'équipement représentent 56% de l'investissement total par les collectivités locales.

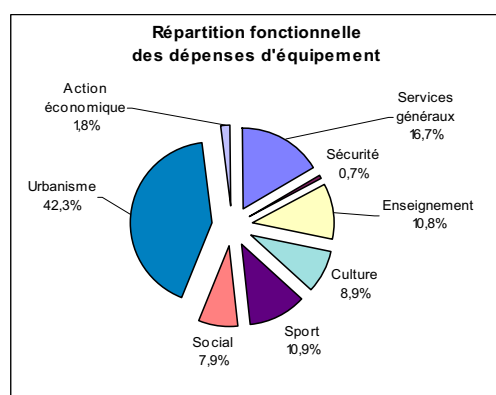
Les dépenses d'équipement s'élèvent à 23 milliards d'euros et sont en hausse de 10,1% par rapport à 2006. Ce dynamisme ne se dément pas depuis 2003, avec des taux d'évolution toujours supérieurs à 7%. Le report d'un an des élections municipales a entraîné un allongement du cycle d'investissement. Sur la durée du mandat municipal, les dépenses d'équipement ont augmenté de manière linéaire.



L'obligation de mise aux normes européennes des infrastructures d'assainissement d'eau et de retraitement des déchets ainsi que les travaux d'accompagnement des logements neufs contribuent notamment à ce niveau élevé d'investissement. En outre, la forte croissance de

l'indice des prix du BTP a toujours des répercussions sur les coûts et impacte les dépenses d'investissement par le canal d'un effet prix.

La répartition fonctionnelle des dépenses d'équipement permet de dégager les principaux domaines d'intervention des communes. Elle fait apparaître la part prépondérante prise par l'aménagement et les services urbains<sup>3</sup> : 5,3 milliards d'euros y sont consacrés en 2007.



Les communes de plus de 10 000 habitants, de métropole et d'outre mer, ont aussi investi à hauteur de 1,4 milliard d'euros dans le domaine de l'enseignement.

## Les remboursements d'emprunts restent stables par rapport à 2006.

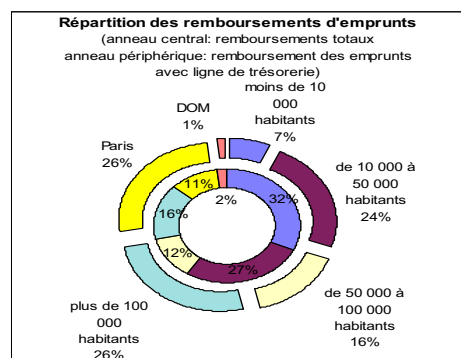
Les dépenses enregistrées au titre des remboursements d'emprunt représentent près du quart des dépenses d'investissement et s'élèvent en 2007 à 8,1 milliards d'euros. Elles sont en baisse de 0,1% par rapport à 2006.

Une partie des remboursements (2,6 milliards d'euros) sont consécutifs à la souscription d'un emprunt assorti d'une ligne de trésorerie. Ce type de financement permet de disposer d'instruments d'optimisation de la gestion de la trésorerie. Il est principalement souscrit dans les grandes villes.

Ainsi, Paris et les villes de plus de 100 000 habitants représentent plus de la moitié (52%) des remboursements totaux pour ce type d'emprunt alors qu'elles ne contribuent qu'à hauteur de 27% au total des remboursements tous emprunts confondus.

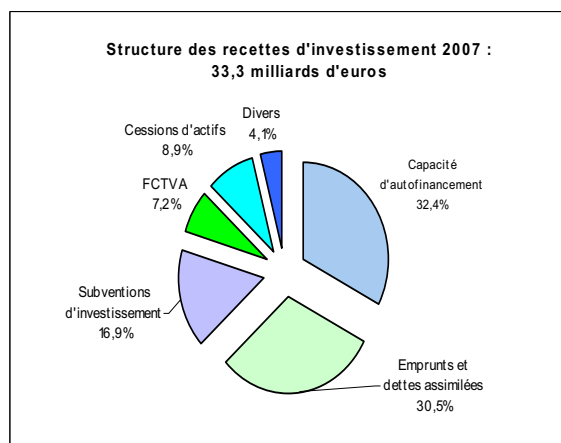
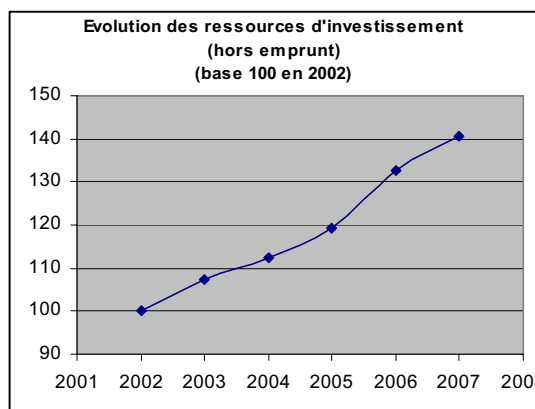
<sup>3</sup> fonction 8 de la nomenclature M14

A l'opposé, les dépenses relatives aux remboursements d'emprunt des villes de moins de 10 000 habitants représentent 32% du total pour ce type de dépense, mais leur part dans le total des remboursements afférents à des emprunts assortis de ligne de trésorerie n'est que de 7%.



## Les recettes d'investissement augmentent moins vite (+4,6%) que les emplois d'investissement (+7,8%).

Les recettes d'investissement s'élèvent en 2006 à 33,3 milliards d'euros. Elles sont en hausse de 4,6% par rapport à 2006. Cette augmentation est inférieure à celle enregistrée l'année précédente (+7,4%). Elle est aussi inférieure à la progression des emplois d'investissement. Cette moindre progression résulte de l'évolution de l'autofinancement et des ressources d'investissement hors emprunt.



Les ressources d'investissement sont constituées à 65% par les subventions d'investissement et les recettes enregistrées au titre du fonds de compensation de la TVA.

Les subventions d'investissement s'élèvent en 2007 à 5,6 milliards d'euros. Elles augmentent de 3,4% par rapport à 2005. Cette évolution est pratiquement divisée par deux par rapport à celle constatée entre 2005 et 2006 (+6%).

Le FCTVA progresse de 6,4% pour s'établir à 2,4 milliards d'euros. Cette évolution est à rapprocher de la progression de l'investissement constatée en 2005 (+ 7,7% entre 2004 et 2005).

## La capacité d'autofinancement est la première source de financement de l'investissement des communes.

Avec 10,8 milliards d'euros, la capacité d'autofinancement représente un peu moins du tiers des recettes d'investissement. Cette part est en diminution depuis 2005. Cette évolution est d'autant plus sensible qu'entre 2006 et 2007, la capacité d'autofinancement décroît légèrement (-1,1%). Elle reste cependant la première ressource de financement de la section d'investissement pour les communes.

## Les recettes d'emprunts enregistrent une progression plus soutenue (+6,3%) que l'année précédente (+3,3%).

Les communes ont enregistré 10,2 milliards de recettes au titre des nouveaux emprunts en 2007 dont 3,3 milliards au titre des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie. Ces recettes progressent de 6,3%. Cette évolution est cependant inférieure à celles constatées entre 2003 et 2005 (+8,8% entre 2003 et 2004, +9,9% entre 2004 et 2005).

## Les ressources d'investissement hors emprunt progressent moins rapidement que l'année précédente (+8,7%).

Elles ont cependant enregistré une progression soutenue et quasi linéaire depuis 2002.

## Le besoin de financement des communes s'accroît fortement en 2007 pour atteindre 2,1 milliards d'euros.

**Evolution du solde financier des communes avant emprunt** (en millions d'euros)

	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Fonctionnement</b>					
Produits réels de fonctionnement (p)	63 055	64 403	66 095	67 845	69 659
Charges réelles de fonctionnement (c)	52 806	53 977	55 534	56 924	58 855
<b>Capacité d'autofinancement (a)</b>	<b>10 249</b>	<b>10 426</b>	<b>10 561</b>	<b>10 921</b>	<b>10 804</b>
<b>Investissement</b>					
Ressources d'investissement hors emprunt (r)	8 713	9 162	9 838	11 354	12 338
Emplois d'investissement hors dette (d)	17 683	19 409	20 653	22 816	25 255
<b>Déficit (d-a-r-v) (1)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>254</b>	<b>541</b>	<b>2 113</b>
<b>Excédent (r+a+v-d) (2)</b>	<b>1 279</b>	<b>179</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Couverture du déficit</b>					
Variation de dettes à long et moyen terme			1 096	1 436	2 050
Variation du fonds de roulement			842	895	-63
<b>Emploi de l'excédent</b>					
Variation de dettes à long et moyen terme	-211	355			
Variation du fonds de roulement	1 068	535			

(1) si emplois > ressources (hors dette)

(2) si emplois < ressources (hors dette)

Alors que de 2002 à 2004, les communes ont dégagé un excédent de financement, les opérations d'investissement communales se soldent depuis 2005 par un besoin de financement toujours croissant. Ainsi, pour 2007, le recul de la capacité d'autofinancement, se combine avec une progression modérée des ressources d'investissement hors emprunt (+8,7%). Dans le même temps, les emplois d'investissement conservent leur dynamisme (+7,8%), ce qui au total aboutit à une dégradation du solde financier avant emprunt des communes.

Les communes doivent donc recourir à l'emprunt pour assurer le financement de leur investissement. Il en résulte une augmentation des dettes à moyen et long terme d'un peu plus de 2 milliards d'euros. Les communes prélèvent aussi près de 63 millions d'euros sur leur fonds de roulement pour compléter le financement des équipements.

